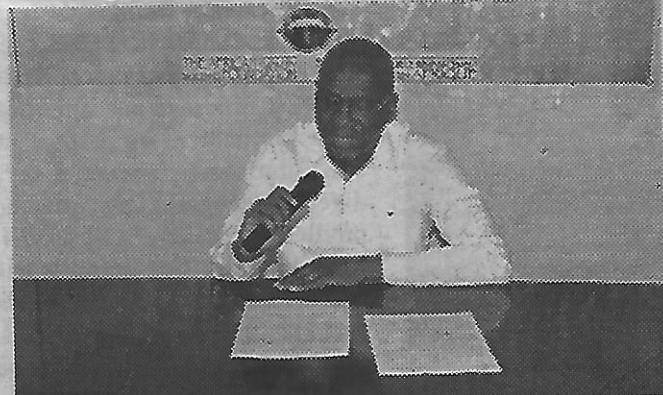


Menace de propagation d'Iqos en Côte d'Ivoire L'Ong Clucod appelle à la vigilance



Tall Lacina s'insurge contre la manipulation. Ph : DR

Il veille au grain. Le Comité/Club Unesco Universitaire pour la lutte contre la drogue et les autres pandémies (Clucod) a organisé une conférence de presse samedi. C'était au siège du Clucod situé dans la commune d'Abobo. Ce, pour attirer l'attention de tout le monde sur le produit Iqos (une cigarette électronique). Dont la vente a été autorisée le 7 juillet 2020 par la Food and Drug Administration (Fda) en français (administration des aliments et des médicaments) des États-Unis à travers une demande d'autorisation de mise sur le

marché.

Le président du Clucod, Tall Lacina, animateur de ces échanges avec les journalistes invite les populations à « ne pas se laisser berner » même si, l'agence le présente comme «une alternative moins nocive» aux cigarettes conventionnelles. Et «affirme qu'elle impose des restrictions de commercialisation strictes sur les produits, afin de prévenir l'accès et l'exposition des jeunes». Selon lui, le Clucod, avec ses partenaires dont Alliance pour le contrôle du tabac en Afrique (Atca) et la Fondation pour le Renforce-

ment des Capacités en Afrique (Acbf), signalent que Philip Morris International (Pmi) la multinationale qui fabrique Iqos « utilise l'approbation du produit par les États-Unis ». Ce, a-t-il poursuivi pour intensifier ses efforts visant à créer un environnement favorable à cette cigarette électronique en Afrique en général et en Côte d'Ivoire en particulier en servant de certains médias. Tall Lacina a, par ailleurs, dénoncé les manœuvres des producteurs pour imposer ce produit alors qu'ils n'ont pas ratifié la Convention Cadre de Lutte Antitabac de l'Organisation mondiale de la santé. (...) Il n'est donc pas approprié d'établir un lien entre la décision de la Fda et la Côte d'Ivoire. Promouvoir donc une telle décision dans notre pays serait faire entrave à la loi antitabac en Côte d'Ivoire et à la Cclat», a-t-il déploré. Avant d'appeler le gouvernement ivoirien, les Organisations de la Société Civile (Osc) et les journalistes à la vigilance■

M.P.K